



GROUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES
INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Deuxième Réunion ordinaire de 2021
7 octobre 2021
Virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.2/INF.17/21
8 octobre 2021
Original: espagnol

MISE EN ŒUVRE DE L'ENGAGEMENT DE LIMA
EXPOSÉ DU GOUVERNEMENT DU PÉROU

(Ambassadrice María Cecilia Rozas Ponce de León, Directrice générale des Affaires
multilatérales et mondiales, Ministère des Relations extérieures du Pérou)

Monsieur le Coordinateur national des États-Unis,

Mesdames et Messieurs les coordinateurs nationaux du processus des Sommets,

Mesdames et Messieurs les délégués des États participants,

Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'OEA et Mesdames et Messieurs les membres du
Secrétariat aux Sommets,

Mesdames et messieurs,

Je suis reconnaissante à la coordination nationale des États-Unis de m'avoir invitée à
donner un aperçu de l'état de la mise en œuvre de « [L']Engagement de Lima : La Gouvernance
démocratique face à la corruption » dans notre région.

Les résultats du Huitième Sommet des Amériques ont constitué une réponse décisive des
chefs d'État et de gouvernement du continent au fléau de la corruption. L'adoption de l'Engagement
de Lima, avec ses 57 mandats qui définissent des actions concrètes pour prévenir et combattre la
corruption dans le continent américain, et son Mécanisme de suivi et de mise en œuvre, qui a pour
objectif ultime de promouvoir des initiatives de coopération régionale en vue de la prévention et
de la lutte contre la corruption, font partie de l'architecture internationale et régionale en la matière.

Trois ans après son adoption, je souhaite dire que le Pérou se réjouit de voir que la
plateforme du Mécanisme est désormais un outil permettant à nos citoyens de suivre l'état
d'avancement et les besoins de chacun des pays pour parvenir à la pleine réalisation des mandats
énoncés dans l'Engagement. Cela profite à la reddition de comptes, à la transparence que nos
citoyens exigent ainsi qu'au renforcement de nos institutions démocratiques.

Bien entendu, cela ne serait pas possible sans le concours de chacun des États. Les avancées
obtenues dans la mise en œuvre des mandats, dans le cadre desquels nous avons traduit les discours
en actions, démontrent la volonté de renforcer la gouvernance démocratique dans la région, et se
traduisent par la confiance dans les institutions, le respect de l'État de droit, l'exercice concret des
droits par les citoyens, ainsi que l'accès à des possibilités en vue de leur développement. Cependant,
il est essentiel de disposer d'informations actualisées sur les progrès enregistrés ou les difficultés
rencontrés par chacun des États dans la réalisation des objectifs.

Le mécanisme ne saurait être efficace que sur la base de ce que chacun de nos États y enregistre. Cela permettra de disposer de plus d'informations dans la banque de données sur les bonnes pratiques et les capacités régionales, de mettre au point un plus grand nombre d'initiatives de coopération et de renforcer les synergies entre les États et les institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC), ainsi que d'identifier de nouvelles menaces ou lacunes en matière de prévention et de lutte contre la corruption pour le bien-être des citoyens de notre région.

Nous devons également garder l'esprit que l'Engagement de Lima n'est pas une fin en soi, mais qu'il nous fournit plutôt une série de paramètres pour guider nos stratégies et politiques de lutte contre la corruption. À cette fin, il est essentiel d'unir les efforts entre les États, les institutions du GTCC et la société civile, afin que tous les mécanismes de suivi des engagements souscrits aient pour but de fournir des informations permettant aux États non seulement de mettre au point les réglementations nécessaires mais aussi de mettre en application des mesures efficaces pour prévenir et combattre la corruption.

Je souhaite ici souligner le rôle que joue la société civile dans cet important domaine. L'Engagement de Lima appelle à « *continuer à renforcer les mesures ou systèmes nationaux de lutte contre la corruption et améliorer les conditions pour une participation effective de la société civile, des organisations sociales, du monde universitaire, du secteur privé, des citoyens et d'autres acteurs sociaux* ». Il est encourageant de constater que cette idée n'a pas été simplement rhétorique, mais qu'elle est mise en pratique par le biais d'initiatives qui sont promues dans chacun de nos pays. Nous en aurons un aperçu tout à l'heure dans l'exposé présenté par l'Observatoire citoyen de la corruption, que nous attendons avec intérêt.

D'autre part, comme indiqué lors de la Première Réunion ordinaire du GRIC, le 17 juin passé, nous travaillons avec le Secrétariat aux Sommets pour transférer le logiciel du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima, mis au point par le ministère péruvien des Affaires étrangères. Cela permettra d'assurer la continuité du Mécanisme, de faciliter l'interaction avec la banque de données sur les bonnes pratiques et les capacités régionales, et de mettre en œuvre les mises à jour nécessaires, facilitant ainsi l'accès des citoyens à la plateforme.

Mesdames et messieurs,

Le Pérou fait de la prévention et de la lutte contre la corruption sur le continent une priorité de premier rang de sa politique extérieure, dans la mesure où ce fléau sape la confiance des citoyens dans les gouvernements et, par conséquent, dans la gouvernance démocratique et l'État de droit au sein du continent américain. La corruption est l'un des plus grands obstacles à une réponse efficace aux besoins les plus urgents de nos populations.

En ce sens, le défi que pose la lutte contre la corruption réclame que nous prenions des mesures efficaces et coordonnées. Je voudrais donc exprimer ma reconnaissance aux États-Unis d'Amérique, pays hôte et président du prochain Sommet, qui souligne, dans le document de réflexion du Neuvième Sommet, les efforts déployés et l'impact obtenu pour la région dans le cadre de l'Engagement de Lima, et démontre ainsi le ferme attachement à l'objectif de défendre et de promouvoir ses engagements en matière de lutte contre la corruption. Nous sommes convaincus que ces progrès se poursuivront, et à cet effet ils seront soutenus par l'engagement et la disponibilité permanente du Pérou.

Merci beaucoup.